
 PRÉFECTURE DE POLICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i> 	Direction de l'Immobilier et de l'Environnement Bureau des Marchés Immobiliers
---	---

Marché de Travaux

Restauration des fissures en façade –
Caserne de Tournon

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n° Date limite de remise des plis	E2025BMI09 mercredi 6 août 2025 à 12 h 00
--	--

1. **Objet du marché**

■ **Acheteur**

Préfecture de Police
1 bis rue de Lutèce
Paris - 75195 Cedex 04

■ **Description de la prestation**

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

L'opération a pour objet la restauration des fissures en façade de la Caserne de Tournon (75006).

Le site, d'environ 4 000 m², est compris entre la rue de Tournon et la rue Garancière à Paris 6ème. Il accueille la Garde Républicaine de la Gendarmerie Nationale et comporte des bureaux administratifs au rez-de-chaussée et des logements dans les étages.

La caserne est un ensemble architectural du XVIIIème siècle, en pierre et menuiserie bois ayant subi de nombreuses modifications au cours des siècles :

- Le bâtiment A est organisé autour de la cour d'honneur et présente sur la rue de Tournon une façade en pierre de taille, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 27 mars 1926.
- Le bâtiment B est organisé en U, autour de la cour Chevalier et dégage une cour arrière, la cour Garancière, donnant sur la rue du même nom, accès secondaire de la caserne.

Le projet concerne le remplacement des menuiseries et la restauration des façades du bâtiment B, non protégé au titre des MH mais se situant dans le périmètre sauvegardé. Les murs réalisés en moellons (pierre calcaire de faible dureté et d'une porosité importante) ne peuvent pas restés apparents, contrairement à la pierre de taille protégés au mortier de plâtre et chaux à l'origine. Cet enduit par ses propriétés de souplesse et de respiration permet aux pierres de se dilater et de respirer. Les campagnes de ravalement successive, notamment au 20ème siècle par un enduit à base de ciment (matériau dur et non respirant) n'est pas adapté et serait à l'origine des désordres constatés. Les linteaux modifiés par des éléments en béton devront faire l'objet d'étude complémentaires. Les menuiseries bois à petits carreaux, à simple vitrage, cintrée sur les trois premiers niveaux, rectangulaire au 4ème, sont en mauvais état et à remplacer.

Le bâtiment est principalement composé de logements et est également occupé par plusieurs services de la garde Républicaine.

Les travaux portent pour la tranche ferme sur :

- Le déplombage, restauration des façades ainsi que le changement des menuiseries du bâtiment B côté cour garancière et côté cour Chevallier
- La restauration ou le remplacement de l'ensemble des descentes d'eau pluviales fuyardes.

Et pour les tranches optionnelles :

- Tranche optionnelle 1 : Le changement de 27 menuiseries sur l'aîle Nord de la cour Chevallier.
- Tranche optionnelle 2 : Le ravalement du pignon au 7 rue garancière (déplombage inclus);

Les travaux de la tranche ferme se décompose en deux phases :

La phase n° 1 : La réalisation du ravalement et du changement des menuiseries des façades Nord et Ouest de la cour Chevalier

La phase n°2 : La réalisation du ravalement et du changement des menuiseries du reste des façades des cours chevalier et Garancière.

Code CPV	Libellé CPV
45443000	Travaux de Façades
90660000	Services d'enlèvement du plomb
45421150	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques

■ Caractéristiques principales du contrat

Type de contrat	Marché de travaux
Allotissement	Oui
Tranches	Une tranche ferme d'une durée de 9 mois pour les lots n°1 et 2 et une tranche optionnelle d'une durée de 1 mois pour les lot n °1 et n°2 et une tranche optionnelle 2 d'une durée de 2 mois pour le lot n°1.
Lieu d'exécution	10 rue de Tournon – 75006 Paris
Durée	Le délai d'exécution maximal du marché toutes tranches confondues est de 12 mois pour le lot n°1 et de 10 mois pour le lot n°2, ces délais comprenant pour chacun des deux lots une période de préparation de 1 mois.
Nature des prix	Prix global et forfaitaire

■ Allotissement

Les prestations sont décomposées en 2 lots comme suit :

N°	Objet
Lot n° 1	Macro Lot CLOS-COUVERT / GROS ŒUVRE / AMENAGEMENT INTERIEUR (Démolition, Déplombage, Gros-œuvre, Ravalement, Zinguerie, Travaux d'accompagnement).
Lot n° 2	Menuiseries

Le recours à un macrolot pour l'attribution du Lot 1 de ce marché de travaux se justifie par plusieurs considérations techniques, organisationnelles et de sécurité propres au projet.

Ce lot regroupe des prestations étroitement liées : démolition, déplombage, gros œuvre, ravalement, zinguerie et travaux d'accompagnement, dont la coordination est essentielle à la qualité et à la continuité d'exécution. Confier ces missions à un interlocuteur unique permet de limiter les interfaces, d'éviter les ruptures de responsabilités, et d'assurer une meilleure fluidité dans l'enchaînement des interventions.

Par ailleurs, les travaux s'effectuent en site occupé au sein d'un bâtiment patrimonial en cœur de ville, ce qui impose de fortes contraintes en matière de sécurité, de phasage et de co-activité. Le recours au macrolot permet une gestion intégrée de ces contraintes, notamment la maîtrise des flux logistiques, de la gestion des déchets, du stockage et de la sécurisation des zones de travail.

Enfin, certaines prestations incluent des éléments sensibles (notamment le déplombage) et nécessitent des qualifications spécifiques, dont la coordination avec les autres corps d'état doit être assurée sans délai. Le regroupement au sein d'un macrolot garantit que ces interventions sont réalisées dans des conditions conformes aux exigences réglementaires, sans retard ni désorganisation.

■ **Procédure de passation :**

Le marché a été passé en procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. L'estimation du montant du marché étant inférieure au seuil des procédures formalisées, l'acheteur a choisi de passer le marché selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

■ **Variante(s) obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur**

L'acheteur public n'impose aucune variante.

■ **Variante(s) à l'initiative des candidats**

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

■ **Option : Prestation Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

Sans objet.

■ **« Clause sociale de formation sous statut scolaire » au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire**

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, la Préfecture de police souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application des articles L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique, les soumissionnaires doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un

ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 à 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale.

Cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article « Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire ». Il est à réaliser pendant toute la durée du marché. Néanmoins, les soumissionnaires peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

Les soumissionnaires doivent impérativement compléter l'annexe 1 du CCAP à savoir la Fiche entreprise « Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire ». Celle fiche constitue le cadre de réponse concernant leur engagement concernant la clause sociale prévue au contrat.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils doivent s'engager à accomplir la clause sociale et remplir la fiche entreprise de manière la plus exhaustive possible en tenant compte du public concerné.

Le défaut de transmission de la fiche entreprise dûment complétée avec les informations requises rend automatiquement l'offre du soumissionnaire irrégulière.

■ Réponse et groupement

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

■ **Délai validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ **Dossier de consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
 - L'annexe au RC : Annexe 1 « modalité de remise des plis » ;
 - L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes au CCAP :
 - Annexe 1 « Convention EDIFLEX », annexe 2 « Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi », annexe 3 Fiche entreprise « Proposition d'un parcours pour jeune situation de décrochage scolaire »
- Les cadres de mémoire technique (CMT) pour les lots n°1 et 2 ;
- Le planning d'exécution ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) Lot n°0 prescriptions communes ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières propre à chacun des lots ;
- La Décomposition du prix global et forfaitaire propre à chacun des lots ;
- L'ensemble des pièces contenues dans le dossier « Pièces Techniques » comprenant notamment : les pièces graphiques, les pièces écrites, le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT), le Plan général de coordination (PGC)
- Lettre de candidature (DC1) ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le certificat de visite.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents**

La visite du site est obligatoire pour les deux lots sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats peuvent convenir d'un rendez-vous en contactant au plus tard le 24/07/2025 les correspondants suivants :

- dany.brige@interieur.gouv.fr
- maud.butin@interieur.gouv.fr
- elyesse.dahmani@interieur.gouv.fr

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

Les visites sur site se dérouleront du 30/06/2025 au 31/07/2025 inclus excepté les samedis, dimanches et jours fériés. La date de visite est fixée par la maîtrise d'ouvrage en coordination avec la maîtrise d'œuvre.

L'opérateur économique est tenu de se présenter à la visite avec le certificat de visite joint au DCE. Ce document signé doit être remis dans son l'offre.

Chaque candidat a droit à une seule visite.

Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite.

La date et l'heure de la visite sont communiquées aux candidats à la suite de sa prise de rendez-vous par l'acheteur.

Aucun rendez-vous n'est pris par téléphone.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite.

2. Présentation des propositions

■ Modalités de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et / ou offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. S'il souhaite répondre à plusieurs lots, le soumissionnaire peut créer des sous-dossiers spécifiques à chaque lot soumissionné, au sein du pli. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Document	Descriptif
Certificats de qualification professionnelle ou équivalent	<p>Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.</p> <p>Toutefois, en cas de présentation de références équivalentes, le candidat doit fournir celles-ci en lien avec l'objet de chacune des qualifications en présentant l'objet de référence, les prestations en lien avec la qualification et leur part dans l'opération, le lieu d'exécution et le montant.</p> <p>Pour les lot n°1 et 2 Certificat Qualibat 1552 – Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ou Global Certification – Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ou Afnor Certification – Traitement de l'Amiante et Attestation en cours de validité ;</p>
Chiffre d'affaires	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaire annuel en moyenne au moins égal sur les trois dernières années à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le lot n°1 : 1 500 000 € HT. ➤ Pour le lot n°2 : 600 000 € HT. <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p>
Déclaration des effectifs moyens	<p>Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.</p>

Document	Descriptif
Déclaration des banques	Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents.
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant. (DC4 disponible sur https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Pouvoirs	Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et

Document	Descriptif
	précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement du lot soumissionné	Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement du lot soumissionné rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot soumissionné	La décomposition du prix global et forfaitaire du lot soumissionné devra être remise au format excel ou équivalent.
Calendrier prévisionnel du lot soumissionné	Le candidat fournira un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux du lot soumissionné détaillé
Certificat de visite	Certificat de visite
Mémoire technique - Cadre de mémoire (CRT) du lot soumissionné	<p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises. Il doit contenir obligatoirement l'ensemble des éléments figurant dans le cadre de mémoire technique (CRT)</p> <p>Le mémoire technique a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque candidat de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le règlement de consultation. Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p> <p>Seules les réponses à ces points seront prises en compte pour les notations du critère « valeur technique ».</p> <p>Le non-respect des sous-critères est susceptible d'affecter la note technique du candidat en cas de réponse confuse ou désordonnée.</p>
Fiche entreprise clause sociale	L'annexe 1au CCAP relative à la Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire renseignée.

3. Jugement des offres

■ Critères de sélection des candidats

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières	Sans objet

■ Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Pour le lot n° 1: Macrolot : Démolition, Déplombage, Gros-œuvre, Ravalement, Zinguerie, Travaux d'accompagnement	
Critère	Complément
1. Prix (pondération 40%)	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p>Note : $100 \times (\text{Prix de l'offre la moins élevée HT} * / \text{Prix de l'offre analysée HT}) ^3$.</p> <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 40% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 60%)	La valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 60% en fonction des sous-critères suivants :
2.1 Méthodologie pour la réalisation des ouvrages en site occupé (40 points)	<p>Il est attendu que le soumissionnaire détaille explicitement les moyens dédiés à l'opération. Il devra ainsi :</p> <p>2.1.1. Méthodologie d'intervention (20 points) ;</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Fournir une méthodologie générale de son intervention en précisant le cadencement, la prise en compte des contraintes d'accès et l'interface entre le chantier et le site occupé ;➤ Fournir une méthodologie d'intervention pour la restauration des façades en précisant les interventions de consolidation, de mise en œuvre, de restauration, de réfection des enduits, de nettoyage des pierres, d'harmonisation des pierres, de réparation ;

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir la méthodologie de mise en œuvre des échafaudages au regard de la situation de l'édifice, contraintes de la voirie, de l'échelle du bâtiment, des enchainements de tâches... ; ➤ Fournir la méthodologie mise en œuvre pour la prise en compte des interfaces entre le lot 2 et le lot 1. <p style="text-align: center;">2.1.2. Qualité de la méthodologie quant à l'enjeu de la présence du plomb. (20 points);</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Expliquer les interventions en présence du plomb : personnel formé au plomb, surveillance du chantier et des postes de travail ; ➤ Démontrer l'approche qualitative des travaux de nettoyage / déplombage à toutes les phases dans l'établissement du protocole ; ➤ Expliquer sa méthodologie de mise en œuvre, de gestion et d'entretien des installations plomb ; ➤ Fournir une méthodologie pour le nettoyage et la gestion des déchets en respectant le protocole plomb.
<p>2.2 Organisation du chantier (30 points)</p>	<p style="text-align: center;">2.2.1. Moyens humains (10 points)</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un organigramme sur l'encadrement dédié à l'opération ; ➤ Désigner l'interlocuteur unique/ chargé d'opération, le conducteur de travaux, les chefs de chantier qui seront présents en permanence sur place et les suppléants, Indiquer les qualifications de l'ensemble de l'équipe, leurs missions, leurs responsabilités et fournir les CV avec références sur les 5 dernières années ; ➤ Indiquer les effectifs prévisionnels par tâche (leur gestion selon les périodes de pointe telles que les OPR et la levée des réserves, les périodes de congés etc) ; ➤ Le candidat devra détailler ses capacités de mobilisation (études et travaux) en cas de retard à rattraper, ou tout autre imprévu ; <p style="text-align: center;">2.2.2. Méthodologie logistique et installation du chantier (20 points)</p> <p>Le candidat devra :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un plan d'installation de chantier (PIC) (la base vie, la zone de stockage, la base d'approche plomb...) ➤ Présenter une notice d'organisation en respectant les aspects sécuritaires du site (mise en place de palissade, alarme anti-intrusion, caméra de surveillance, déclaration des intervenants ...) ➤ La notice d'organisation intégrera la prise en compte des nuisances sonores pouvant être émises vers les occupants ; ➤ Décrire une méthodologie de mis en œuvre pour assurer la gestion des flux sur le site pour les approvisionnements et les compagnons tout au long des différentes phases du chantier.
2.3 Planning (20 points)	<p>Le candidat devra fournir un planning de l'opération. L'ordonnancement et le phasage d'intervention devront être cohérents et indiquer les travaux en extérieurs et en intérieurs. Il devra également indiquer dans le planning les délais de fabrication. L'ensemble sera jugé sur la cohérence du planning et son ordonnancement.</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un planning général de l'opération comprenant l'ordonnancement et le phasage d'intervention, ➤ Présenter la décomposition des tâches d'intervention en incluant les études d'exécution et les délais de fabrication ainsi que la coordination pour les travaux du lot 1 et du lot 2 ; ➤ Indiquer les dispositions prises pour respecter les délais ; ➤ Indiquer la méthodologie des différentes phases pour la rénovation des façades.
2.4 Impact environnemental (10 points)	<p>Le candidat devra fournir un Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED) ainsi que la notice de sécurité relative à la gestion des nuisances sur l'opération (sonores, voies publiques et poussières). Il devra également présenter les filières de provenance des matériaux proposés pour le chantier et la démarche environnementale des fournisseurs choisis. :</p> <p>Le candidat devra :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir un SOSED cohérent par rapport à l'opération ; ➤ Choisir des fournisseurs qui mettent en œuvre une démarche environnementale interne et qui choisissent des matériaux respectueux de l'environnement et dont le cycle de production impacte le moins possible ; ➤ Désigner un responsable chantier propre ; ➤ Indiquer les dispositions prises pour éviter la propagation de la poussière et limiter les nuisances sonores.
--	---

Pour le lot n° 2 : Menuiseries	
Critère	Complément
1. Prix (pondération 40%)	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">Note : $100X$ (Prix de l'offre la moins élevée HT \ast / Prix de l'offre analysée HT) $\wedge 3$.</p> <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 40% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 60%)	<p>La valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 60% en fonction des sous-critères suivants :</p>
2.1. Méthodologie pour la réalisation des ouvrages en site occupé (40 points)	<p>Il est attendu que le soumissionnaire détaille explicitement les moyens dédiés à l'opération. Il devra ainsi :</p> <p>2.1.1. Méthodologie d'intervention (20 points)</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir une méthodologie générale de son intervention en précisant le cadencement, la prise en compte des contraintes d'accès et l'interface entre le chantier et le site occupé ; ➤ Fournir la méthodologie pour la dépose et pose des menuiseries, en respectant les contraintes sécuritaires du site ; ➤ Fournir la méthodologie de mise en œuvre des menuiseries respectant les contraintes thermiques et acoustiques du marché ;;

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir la méthodologie mise en œuvre pour la prise en compte des interfaces entre le lot 2 et le lot 1. <p>2.1.2. Qualité de la méthodologie quant de la présence du plomb (20 points)</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Expliquer les interventions en présence du plomb : personnel formé au plomb, surveillance du chantier et des postes de travail ; ➤ Démontrer l'approche qualitative des travaux de nettoyage / déplombage à toutes les phases dans l'établissement du protocole ; ➤ Expliquer sa méthodologie de mise en œuvre, de gestion et d'entretien des installations plomb ; ➤ Fournir une méthodologie pour le nettoyage et la gestion des déchets en respectant le protocole plomb.
<p>2.2 Organisation du chantier (30 points)</p>	<p>Il est attendu que le soumissionnaire présente les principales procédures et méthodes pressenties pour la réalisation de l'opération, en insistant notamment sur :</p> <p>2.2.1. Moyens humains (15 points)</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un organigramme sur l'encadrement dédié à l'opération ; ➤ Désigner l'interlocuteur unique/ chargé d'opération, le conducteur de travaux, les chefs de chantier qui seront présents en permanence sur place et les suppléants, Indiquer les qualifications de l'ensemble de l'équipe, leurs missions, leurs responsabilités et fournir les CV avec références sur les 5 dernières années ; ➤ Indiquer les effectifs prévisionnels par tâche (leur gestion selon les périodes de pointe telles que les OPR et la levée des réserves, les périodes de congés etc) ; ➤ Le candidat devra détailler ses capacités de mobilisation (études et travaux) en cas de retard à rattraper, ou tout autre imprévu. <p>2.2.2. Méthodologie logistique et installation de chantier (15 points)</p> <p>Le candidat devra :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir une notice d'organisation sur l'installation de chantier s'inscrivant en coordination avec le PIC du lot n°1 ; ➤ Présenter une notice d'organisation respectant les aspects sécuritaires du site (mise en place de palissade, alarme anti-intrusion, caméra de surveillance, déclaration des intervenants ...); ➤ La notice d'organisation intégrera la prise en compte des nuisances sonores pouvant être émises vers les occupants ; ➤ Décrire une méthodologie de mis en œuvre pour assurer la gestion des flux sur le site pour les approvisionnements et les compagnons tout au long des différentes phases du chantier.
2.3 Planning (20 points)	<p>Le candidat devra fournir un planning de l'opération. L'ordonnancement et le phasage d'intervention devront être cohérents et indiquer les travaux en extérieurs et en intérieurs. Il devra également indiquer dans le planning les délais de fabrication. L'ensemble sera jugé sur la cohérence du planning et son ordonnancement.</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un planning général de l'opération comprenant l'ordonnancement et le phasage d'intervention ➤ Présenter la décomposition des tâches d'intervention en incluant les études d'exécution et les délais de fabrication ainsi que la coordination pour les travaux du lot 1 et du lot 2 ; ➤ Indiquer les dispositions prises pour respecter les délais ; ➤ Indiquer la méthodologie des différentes phases pour la pose et dépose.
2.4 Impact environnemental (10 points)	<p>Le candidat devra fournir un Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED) ainsi que la notice de sécurité relative à la gestion des nuisances sur l'opération (sonores, voies publiques et poussières). Il devra également présenter les filières de provenance des matériaux proposés pour le chantier et la démarche environnementale des fournisseurs choisis.</p> <p>Le candidat devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir un SOSED cohérent par rapport à l'opération ; ➤ Choisir des fournisseurs qui mettent en œuvre une démarche environnementale interne et qui choisissent des matériaux respectueux de l'environnement et dont le cycle de production impacte le moins possible ;

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Désigner un responsable chantier propre ; ➤ Indiquer les disponibilités prises pour éviter la propagation de la poussière et limiter les nuisances sonores.
--	--

■ Négociations

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

4. Attribution du marché

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenue la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité ▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) ▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas

Document	Descriptif
	<p>d'exclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente. ○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. ▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. ▪ Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.</p>

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 25/07/2025, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 29/07/2025 des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

■ Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Paris
7, rue de Jouy
Paris 75004
Téléphone : 01 44 59 44 00
Site internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

■ Organe chargé des procédures de médiation

Le Médiateur des entreprises
98-102, rue de Richelieu
75002 PARIS
Téléphone : 01 53 17 89 92
Site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr